




Bilan - Guadeloupe

Population au 01/01/2014	403 750 habitants		
Economie			
PIB 2013	8,2 Md€	20 428€ / habitant	+3,0% depuis 2006
Emploi 2014	123 681	-	nd
Taux de chômage 2014	23,7%	-	nd
Dépenses 2013	<i>Montant brut (en M €)</i>	<i>Montant par hab. (en €)</i>	<i>Évolution depuis 2009 (en %)</i>
Budget (dépenses réelles totales)	402	995,9	+5,3%
Dépenses d'investissement (hors dette)	147,4	365,2	-20,5%
Part des dépenses d'investissement dans les dépenses réelles totales (en %)			36,7%
Recettes 2013	<i>Montant brut (en M €)</i>	<i>Montant par hab. (en €)</i>	<i>Évolution depuis 2009 (en %)</i>
Recettes fiscales	190,4	471,7	+7,3%
Dotations et subventions	154,6	383,0	+21,4%
Part de la dotation globale de fonctionnement dans les recettes réelles totales (en %)			3,8%
Dette et financement 2013	<i>Montant brut (en M €)</i>	<i>Montant par hab. (en €)</i>	<i>Évolution depuis 2009 (en %)</i>
Encours de la dette	221,7	549,2	+0,6%
Capacité de désendettement (dette/ épargne brute) (en années) Flèche à la hausse ou à la baisse pour montrer si la capacité de désendettement s'est améliorée ou dégradée			3,3 

Source : Insee, Direction générale des collectivités locales, calculs Institut Montaigne.



Table des matières

En quelques mots.....	1
Démographie, Emploi, Atouts économiques.....	2
Économie : Structures et Dynamiques	2
Territoires et Infrastructures.....	5
Les dépenses	6
Les recettes.....	7
L'endettement	8

En quelques mots

À la veille des futures échéances électorales, la région Guadeloupe peine encore à se remettre des difficultés économiques liées à la crise économique mondiale et aux mouvements sociaux de l'année 2009.

La structure financière de la région Guadeloupe est, dans un contexte de très fort endettement (3^{ème} région la plus endettée, si l'on considère la dette par habitant), plutôt maîtrisée et stabilisée et ce grâce, notamment, à la croissance des transferts perçus de l'État.

Plusieurs signaux sont inquiétants, cependant, tels que la baisse des dépenses en faveur de l'investissement et la hausse des crédits fléchés vers les frais généraux. Alors que le taux de chômage guadeloupéen est plus élevé que celui de ses voisins martiniquais et guyanais, il pourrait se révéler pertinent de renforcer les efforts budgétaires entrepris en faveur de l'apprentissage et de la formation professionnelle sans pénaliser trop nettement l'enseignement – ce qui a été le cas depuis 2009.

À l'issue des futures élections, le défi majeur de la région sera de modifier l'architecture des dépenses de la région en faveur de l'investissement et la lutte contre le chômage, en particulier celui des jeunes.



Démographie, Emploi, Atouts économiques

Une population plus jeune que la moyenne nationale

Au 1^{er} janvier 2013, la Guadeloupe comptait 404000 habitants. Si la population guadeloupéenne reste plus jeune que la métropole, sa dynamique démographique se ralentit néanmoins. En 2013, les moins de 20 ans représentent 27,9% de la population (contre 24,4% en métropole) alors qu'en 1990, les jeunes représentaient 37,6% de la population. L'âge moyen des Guadeloupéens atteint 39 ans, contre près de 41 ans en métropole.

La population guadeloupéenne croît à un rythme moyen annuel de 0,2% (période 2006-2013). Cette croissance démographique est en baisse par rapport à la période 1990-1999 (1% par an). Le rythme de cette croissance démographique annuel est même désormais sensiblement inférieur à celui du territoire national (+ 0,5%). La Guadeloupe continue de présenter un solde naturel positif (+ 0,7%) alors que le solde migratoire se révèle déficitaire (- 0,5%).

Des atouts à exploiter

Selon l'Insee, la Guadeloupe dispose de cinq atouts majeurs :

- une position géographique au sein de la zone Caraïbe qui en fait une plate-forme d'échanges de biens et services insuffisamment exploitée ;
- un niveau de développement économique, technique et technologique supérieur à celui des territoires voisins (santé, éducation, recherche, télécommunications, énergies) ;
- un pouvoir d'achat de sa population parmi les plus élevés de la zone ;
- un marché intérieur exigeant en matière de qualité et de disponibilité des services ;
- un ensemble de dispositifs et d'infrastructures publics, soutenu par l'Union européenne.

Économie : Structures et Dynamiques

Une économie pénalisée par la situation géographique guadeloupéenne

La Guadeloupe souffre de trois grandes difficultés :

- l'éloignement de la métropole ;
- l'insularité (accentuée dans le cas du territoire archipelagique guadeloupéen) ;
- la petite taille et le climat (la Guadeloupe voit régulièrement passer des cyclones et présente une activité tellurique importante).



En conséquence, en raison de la limitation des économies d'échelle liée à l'éloignement et à la petite taille du marché intérieur, les coûts de production guadeloupéens sont élevés. Selon [l'Union européenne](#), ces surcoûts sont de l'ordre de 10 à 30% pour les matières premières, de 20 à 30% pour les salaires, et de 15 à 30% pour les investissements.

Une croissance économique atone

La Guadeloupe continue de subir les conséquences de la crise de 2009 et des importantes grèves qui avaient significativement affecté l'économie du territoire, faisant chuter le PIB en volume de 4,4%. Le rebond de 2010 (+ 1,2%) n'a pas permis de retrouver le niveau d'avant-crise. Depuis 2011, la croissance guadeloupéenne est modérée (entre 0% et 1%) et peu soutenue par la consommation des ménages et l'investissement. Ainsi, en 2013 le PIB en volume ne croît que de 0,7% et de 0,9% en 2014.

Taux de croissance en Guadeloupe et en France depuis 2008

Taux de croissance	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Guadeloupe	0,9	-4,4	1,2	0,4	0,8	0,7	0,9
France entière	0,2	-2,9	2,0	2,1	0,2	7	0,2

Source : Insee.

Avec une population en hausse de 0,2% en 2013, le PIB par habitant en Guadeloupe atteint environ 20 000€/habitant. Il demeure inférieur de 38% à celui de la France entière¹. C'est huit points de moins que la Martinique (30%). En 2013, il progresse néanmoins de 0,5% en euros constants, soit un peu plus qu'en Martinique et Guyane (0,2%). Pour mémoire, sur l'ensemble du territoire français, le PIB par habitant diminue de 0,2%.

Une consommation des ménages qui ne joue plus son rôle de moteur de l'économie locale

Depuis 2009, la consommation des ménages en Guadeloupe ne joue plus son rôle de moteur de la croissance. En 2013, la consommation des ménages continue de stagner (-0,1%).

La modération de l'inflation sur les deux dernières années n'a pas profité durablement à la consommation. En effet, selon l'INSEE, les entreprises ont ajusté leur politique salariale, dans un contexte de revendications salariales bridées par la persistance d'un fort chômage.

¹ PIB par habitant en 2014 = 3227€ (source : INSEE).



Évolution de la consommation des ménages et de l'indice des prix depuis 2008 en Guadeloupe

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Evolution annuelle de la consommation des ménages en volume (%)	0,8	-10,5	1,2	0,0	0,9	-0,1	nd
Evolution annuelle de l'indice des prix (%)	2,2	-0,1	2,6	2,6	1,9	0,9	0,3

Source : Insee.

L'importance de l'investissement des collectivités

L'encours des crédits d'investissement des collectivités locales, à l'origine de près de 85% de l'investissement public en Guadeloupe, a augmenté de 8,2% en 2013. Cet effort permet de compenser la diminution de l'investissement privé constaté en 2013 : au total, l'investissement en Guadeloupe a augmenté de 1,7% en 2013.

Quelques signes positifs en 2014

Dans un contexte morose, quelques éléments observés en 2014 permettent un optimisme prudent. En particulier, les crédits à la consommation repartent à la hausse, comme en témoigne la hausse des immatriculations de voitures neuves, et pourraient être les prémices d'une reprise de la consommation des ménages.

Une économie tertiaisée

L'économie guadeloupéenne présente plusieurs spécificités :

- l'ultra domination du secteur tertiaire lequel est à l'origine de 80% de la valeur ajoutée de la Guadeloupe, et regroupe 84% des effectifs salariés ;
- le poids majeur du secteur public qui regroupe 42% des salariés guadeloupéens.

La répartition sectorielle des emplois en Guadeloupe est donc particulièrement déséquilibrée.



Répartition sectorielle des emplois et de la valeur ajoutée en Guadeloupe

	Pourcentage des emplois	Part dans la valeur ajoutée
Secteur primaire	3,7%	2,9%
Secteur secondaire	12,6%	12,0%
Secteur tertiaire	83,7%	85,1%

Source : Insee – données de 2011 et 2012.

L’Insee estime que la structure d’emploi guadeloupéenne est tournée pour moitié vers les fonctions présentes². En particulier, entre 1999 et 2011, l’emploi a augmenté de deux tiers dans la fonction santé et action sociale.

Une économie encore en manque d’emplois

En 2014, 63,3% des Guadeloupéens sont identifiés au sein de la population active. Ce taux est supérieur à celui de la Guyane (59,6%) et inférieur à celui de la Martinique (65,4%). Les hommes guadeloupéens sont plus actifs que les femmes (66,9% contre 60,3%).

En 2014, la Guadeloupe est le département français d’Amérique où le chômage est le plus élevé. Il s’élève en moyenne annuelle à 23,7% en Guadeloupe chez les 15 ans ou plus. Ce taux est largement plus élevé que celui observé en France métropolitaine (9,9%) et il place la Guadeloupe au-dessus de la Guyane (22,3%) et surtout de la Martinique (19,4%).

Les jeunes et les femmes sont les plus touchés par le chômage. Ainsi, 56,3% des moins de 25 ans sont au chômage en Guadeloupe contre 50,6% en Martinique et 40% en Guyane. La situation des femmes est plus précaire que celle des hommes avec un écart de 3,5 points. Ce chiffre reste néanmoins largement inférieur à l’écart observé en Guyane (11,7 points) mais légèrement supérieur à celui observé en Martinique (0,9 point).

Il convient, cependant, de noter que, selon l’Insee, entre 1999 et 2011, l’emploi en Guadeloupe a progressé de 16% alors que la population n’a augmenté que de 5%.

Territoires et Infrastructures

Un territoire archipelagique

La Guadeloupe est située dans l’arc antillais à 6 700 km de la France métropolitaine. La Guadeloupe est un archipel de 1 628 km² dont six îles sont habitées. On peut distinguer la Guadeloupe dite « continentale » – îles de la Basse-Terre à l’ouest (848 km²) et de la Grande-Terre à l’est (586 km²) séparées par un étroit bras de mer, d’une part, et les autres îles habitées – les Saintes (Terre de Haut et Terre de Bas, d’une surface totale de 13 km²), la Désirade (21 km²) et Marie-Galante (158 km²), d’autre part.

² Activités mises en œuvre localement pour la production de biens et de services visant la satisfaction des personnes présentes dans la zone qu’elles soient résidentes ou touristes.



Les dépenses

Des dépenses plutôt maîtrisées

Entre 2009 et 2013, les dépenses totales ont été plutôt maîtrisées : elles passent de 381,9 M€ à 402 M€, soit une hausse de 5,3%. On peut néanmoins noter la forte hausse des dépenses totales de la région Guadeloupe les années pré-électorales (2009 et 2013).

Année	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Dépenses totales (M€)	344,1	381,9	350,5	336,9	355,6	402,0

Source : DGCL.

Des dépenses d'investissement en très nette baisse

Les dépenses de fonctionnement ont vu leur proportion significativement augmenter depuis 2009, passant de près de la moitié à deux tiers des dépenses totales de la région Guadeloupe.

Part des dépenses d'investissement et de fonctionnement (hors gestion active de la dette)

	2009	2013	Différentiel
Investissement	48,5%	36,7%	11,9%
Fonctionnement	51,5%	63,3%	

Source : DGCL

Au sein des dépenses de fonctionnement, une progression des autres charges d'activité

Alors que les frais de personnel et les charges à caractère général ont vu leur part respective diminuer au sein des dépenses de fonctionnement de la région, entre 2009 et 2013 (de 24,5% à 20,4% et de 19,8% à 16,8%), la région Guadeloupe a vu la part des « autres charges d'activité³ » augmenter sensiblement de 44,5% à 58% ; soit une hausse totale, sur la même période, de 58,4 M€ correspondant à un quasi doublement (de 76,9 M€ à 135,3 M€). Dans les autres régions d'outre-mer, la part des autres charges d'activité au sein des dépenses de fonctionnement est inférieure, en moyenne, à 55%.

³ Autres charges de gestion courante du type aide à la personne, frais de séjour et d'hébergement, indemnités et frais de mission, contributions obligatoires, participations...



Une diminution des moyens alloués aux subventions d'investissement et à l'équipement brut

Dans un contexte de diminution des dépenses d'investissement, la Guadeloupe a moins attribué de subventions (49,4 M€ en 2013 contre 58,2 M€ en 2009). Elle a également moins investi en équipement brut (94,7 M€ en 2013 contre 121,2 M€ en 2009).

Une forte hausse des dépenses en faveur des services généraux

Les dépenses vers l'enseignement, la formation professionnelle et l'apprentissage, et les transports représentent 43,9% du total des dépenses la région en 2013. En 2009, ce trio représentait 48,1% des dépenses de la région. Si l'apprentissage a vu ses crédits augmenter (de 37,7 M€ en 2009 à 53,3 M€ en 2013), les crédits vers l'enseignement sont en baisse (76,8 M€ en 2009 contre 55,8 M€ en 2013) tandis que les crédits vers les transports sont stabilisés (deuxième plus important poste de dépenses).

Les services généraux, qui représentaient, en 2009, 14,1% des dépenses totales, représentent en 2013 20,1%. À eux seuls, les services généraux constituent le premier poste de dépenses en 2013, alors qu'ils n'étaient que le troisième en 2009. Sur la même période, la part des crédits en faveur de l'action économique a diminué, passant de 9,9% en 2009 à 8,8% en 2013. Ils constituent le cinquième plus important poste de dépenses en 2013 de la région Guadeloupe.

Les recettes

Des recettes en hausse

Les recettes totales de la région Guadeloupe ont augmenté de 6,3% depuis 2009, passant de 382,7 M€ à 407 M€ en 2013.

Les recettes réelles de fonctionnement représentent, en 2013, 73,6% des recettes réelles totales. Leur proportion atteignait 66,1% en 2009.

Entre 2009 et 2013, la part des dotations et subventions reçues augmente de 33,3% à 38%. La part des emprunts est, quant à elle, en très net recul dans les ressources de trésorerie : 4,9% en 2013 contre 19,6% en 2009.

Évolution des recettes fiscales et des dotations et subventions perçues

M€	2009	2010	2011	2012	2013
Fiscalité	177,4	183,7	178,5	171,7	190,4
Dotations et subventions	127,3	115,9	126,3	129,0	154,6

Source : DGCL.



Une augmentation des recettes issues de fiscalité locale

La fiscalité locale a progressé depuis 2009 : elle est passée de 177,4 M€ en 2009 à 190,4 M€ en 2013. Les recettes fiscales par habitant ont augmenté : de 439,1€ en 2009 à 471,7€ en 2013.

C'est la fiscalité indirecte qui est à l'origine de cette hausse puisqu'elle est passée, sur la même période, de 157,6 M€ (88,8% des recettes fiscales) à 174,2 M€ (91,5% des recettes fiscales), soit une hausse de 10,5% sur la même période.

Des dotations et subventions en hausse

Les dotations et subventions perçues par la région Guadeloupe sont en hausse : de 127,3 M€ à 154,6 M€ entre 2009 et 2013, soit une hausse de 21,4%.

La DGF perçue par la région Guadeloupe est stable entre 2009 et 2013 (15M€). En 2014, elle connaît une baisse de 6% environ et atteint 14,3M€.

Évolution de la DGF perçue par la région Guadeloupe

M€	2009	2010	2011	2012	2013	2014
DGF	15,0	15,5	15,7	15,7	15,3	14,3

Source : DGCL.

L'endettement

La 3^{ème} région française la plus endettée par habitant

La dette moyenne par habitant s'élève ainsi, à la fin de l'année 2013, à 549€ par habitant, soit près du double de la moyenne nationale (hors Corse et Ile-de-France – 285€/habitant). La région Guadeloupe dispose ainsi, en dette par habitant, du 3^{ème} montant le plus élevé au niveau national, après la Corse et la Guyane.

La région Guadeloupe est parvenue à stabiliser son endettement entre 2009 et 2013. L'encours de dette guadeloupéen se révèle très stable entre 2009 et 2013.

Évolution de l'encours de dette de la région Guadeloupe

M€	2009	2010	2011	2012	2013
Encours de dette	220,4	226,0	224,2	223,1	221,7

Source : DGCL.



Depuis 2009, la dette de la région Guadeloupe n'a connu qu'une hausse limitée (+0,6%).

Une épargne brute en nette diminution

L'épargne brute de la région Guadeloupe n'a cessé de diminuer depuis 2009 (- 17,5%) :

L'épargne brute⁴ guadeloupéenne représente ainsi 22,1% des recettes réelles de fonctionnement de la région, contre une moyenne métropolitaine (hors Corse et Ile-de-France) de 27,4%.

Des annuités plutôt stables

Les annuités de la dette acquittées par la région Guadeloupe s'élèvent à 27,1 M€ en 2013, contre 26,3 M€ en 2009, soit une hausse de 3% sur la période.

Évolution des annuités de la dette de la région Guadeloupe depuis 2009

	2009	2010	2011	2012	2013
Charges financières (en M€)	26,3	24,9	27,6	27,5	27,1

Source : DGCL

En 2013, les annuités de la dette représentaient un coût par habitant de 67€, soit plus de huit fois plus que la moyenne nationale constatée en 2013 (8€/habitant).

Une capacité de désendettement dégradée

Entre 2009 et 2013, la capacité de désendettement de la région Guadeloupe s'est dégradée, passant de 2,7 à 3,3 années. L'endettement de la région semble toutefois maîtrisé puisque la Guadeloupe dispose d'un ratio annuité de dette / recettes de fonctionnement inférieur à la moyenne métropolitaine et ultra-marine (9,1 contre 10,7 et 14,9).

⁴ Excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement.